

Réalisation des raccordements finals FttH sur tout le territoire

Consultation publique de l'ARCEP en date
du 17 décembre 2020

Contribution de TDF

Le 4 mars 2021



1. Propos introductifs

Le 17 décembre dernier, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après, « l'ARCEP » ou « l'Autorité ») mettait en consultation publique un document (ci-après, « document de consultation ») portant sur ses constats et pistes d'évolutions envisagées pour favoriser la réalisation de tous les raccordements finals FttH sur l'ensemble du territoire national.

TDF partage les difficultés mises en exergue par l'ARCEP dans son document de consultation relatives notamment à la qualité des raccordements finals réalisés en mode STOC et à la nécessaire prise en compte des spécificités de certains raccordements dits « non-standards ».

TDF remercie l'ARCEP de partager également ses craintes quant aux comportements opportunistes pouvant émaner des opérateurs commerciaux du fait, notamment, d'un déséquilibre du marché en défaveur des opérateurs d'infrastructure non-intégrés.

Sur la base de ces constats partagés par TDF, l'ARCEP propose des pistes de modalités tarifaires qui pourraient potentiellement permettre de limiter ces comportements opportunistes et de s'orienter vers un rééquilibrage des relations entre les opérateurs d'infrastructure non-intégrés et les opérateurs commerciaux, ce que TDF trouve nécessaire.

Les pistes d'évolutions tarifaires proposées par l'ARCEP doivent, quelle que soit la solution envisagée, être fondées sur une référence de coût de réalisation d'un raccordement correspondant *a minima* au coût du marché (à défaut de pouvoir définir le coût qui serait supporté par un opérateur efficace). Néanmoins, selon TDF, les résultats du modèle technico-économique présenté par l'ARCEP s'orientent vers des coûts largement surestimés, comme TDF l'argumentera en détail dans la suite du présent document.

Par ailleurs, l'ARCEP propose des pistes d'évolutions tarifaires permettant de faciliter la réalisation de tous les raccordements, quelle que soit leur typologie, leur longueur ou leur niveau de complexité. TDF précisera dans la suite du présent document les raisons pour lesquelles elle estime que certaines des modalités proposées conduiraient à déséquilibrer encore plus les relations actuelles entre les opérateurs, en faisant porter davantage de risques aux opérateurs d'infrastructure, tandis que d'autres modalités semblent pouvoir permettre, au contraire, de s'orienter vers un rééquilibrage du marché.

Enfin, TDF souhaite souligner le fait que les évolutions envisagées par l'ARCEP, dont certaines semblent vertueuses, ne peuvent être pensées sans prendre en compte les enjeux liés aux modalités contractuelles qu'elles impliquent, qu'elles soient relatives aux relations entre les opérateurs d'infrastructure et les opérateurs commerciaux dans le cadre des contrats STOC ou aux relations entre les opérateurs d'infrastructure et les collectivités dans le cadre des conventions de délégation de service public.

Sommaire de la réponse de TDF

1. PROPOS INTRODUCTIFS	2
SOMMAIRE DE LA REPONSE DE TDF	3
2. COMMENTAIRES DE TDF SUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE DU RACCORDEMENT FINAL.....	5
Partie 2.1 Commentaires de TDF sur les difficultés identifiées dans le cadre du groupe de travail exploitation.....	5
Partie 2.2 Commentaires de TDF sur les pistes d'amélioration identifiées.....	6
Partie 2.3 Commentaires de TDF sur la meilleure connaissance de la référence de la PTO par l'utilisateur final pour fiabiliser et fluidifier les processus de commande	9
3. COMMENTAIRES DE TDF SUR LES COUTS DE LA REALISATION DES RACCORDEMENTS FINALS « STANDARDS » EN ZONE D'INITIATIVE PRIVEE (MODELE TECNICO-ECONOMIQUE)	11
Partie 3.1 Commentaires de TDF sur la caractérisation des raccordements modélisés	11
Partie 3.2 Commentaires de TDF sur les principaux résultats	13
Partie 3.3 Commentaires de TDF sur les charges supportées dans le cadre de la réalisation du raccordement final	15
Partie 3.4 Commentaires de TDF sur l'évolution des coûts.....	16
4. COMMENTAIRES DE TDF SUR LES RACCORDEMENTS FINALS HORS CAS « STANDARDS ».....	17
Partie 4.1 Commentaires de TDF sur les raccordements finals « entreprise »	17
Partie 4.2 Commentaires de TDF sur les raccordements « longs »	18
Partie 4.3 Commentaires de TDF sur les raccordements dits « complexes »	21
5. COMMENTAIRES DE TDF SUR LES PRATIQUES TARIFAIRES.....	24
Partie 5.1 Commentaires de TDF sur le mode « STOC »	24
Partie 5.2 Commentaires de TDF sur la problématique de l'hétérogénéité des tarifs de sous-traitance (flux n° 2) pour différents opérateurs commerciaux chez un même opérateur d'infrastructure.....	25

Partie 5.3 Commentaires de TDF sur la question d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique pour réaliser l'intégralité des raccordements finals	26
---	----

6. COMMENTAIRES DE TDF SUR LES SPECIFICITES DE LA ZONE D'INITIATIVE PUBLIQUE 28

Partie 6.2 Commentaires de TDF sur une nouvelle référence tarifaire en zone d'initiative publique ..	28
--	----

Partie 6.3 Commentaires de TDF sur le mode « STOC »	30
---	----

Partie 6.4 Commentaires de TDF sur les récentes évolutions dans la tarification des raccordements finals en zone RIP.....	31
---	----

2. Commentaires de TDF sur l'amélioration de la qualité du raccordement final

TDF tient tout d'abord à remercier l'ARCEP pour la synthèse réalisée dans son document de consultation relative aux difficultés rencontrées en matière de qualité du raccordement final réalisé en mode STOC ainsi que pour les pistes d'évolutions envisagées afin de limiter ces difficultés.

De manière générale, TDF partage totalement les difficultés mises en exergue par l'ARCEP et encourage la poursuite des travaux, expérimentations et études menées par les opérateurs.

Comme TDF le soulignera en réponse aux questions du document de consultation, elle estime en effet que la question de la faisabilité économique et financière des pistes d'évolution envisagées demeure, à l'heure actuelle, insuffisamment traitée. De la même manière, la volonté de l'ARCEP d'harmoniser certains process et pratiques opérationnelles du raccordement final est certes louable, mais nécessiterait dans plusieurs cas une analyse des coûts et bénéfices attendus pour les acteurs, notamment les opérateurs d'infrastructure, et ceci d'autant plus dans les zones d'initiative publique dans lesquelles ces éléments ont été définis contractuellement avec les collectivités propriétaires des réseaux.

TDF s'attachera par la suite à répondre plus précisément aux questions posées par l'ARCEP dans son document de consultation.

Partie 2.1 Commentaires de TDF sur les difficultés identifiées dans le cadre du groupe de travail exploitation

QUESTION 1

TDF partage la synthèse établie par les services de l'ARCEP des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation » et ceci pour toutes les sources de difficultés exposées dans son document de consultation.

TDF précise en particulier que, du fait de la topologie et de la faible densité de réseau spécifiques aux zones d'initiative publique, les divergences constatées entre les routes optiques utilisées et celles enregistrées dans les systèmes d'information deviennent rapidement critiques. Ainsi, cette source de difficulté, qui concerne l'ensemble des réseaux, est encore plus problématique dans les zones d'initiative publique.

TDF souligne en outre qu'elle partage les sources de difficultés complémentaires exposées dans la synthèse faite par l'ARCEP et précise que la prépondérance des raccordements aériens en zones d'initiative publique accroît effectivement la complexité de réalisation des raccordements finals mais également les risques de chutes.



Partie 2.2 Commentaires de TDF sur les pistes d'amélioration identifiées

QUESTION 2

TDF estime que, sur le principe, la transmission d'informations aux opérateurs d'infrastructure via l'envoi par les opérateurs commerciaux de CRI enrichis et de CR STOC est indispensable pour permettre l'amélioration du suivi des réalisations des interventions.

Dans l'hypothèse où de telles informations seraient correctement transmises aux opérateurs d'infrastructure, avec des données de géolocalisation, des photos de qualité suffisante, ainsi que l'horodatage des photos, TDF considère que de nombreuses difficultés pourraient être limitées, notamment en termes de caractérisation des défauts, malfaçons ou dégradations et d'identification des responsabilités des opérateurs.

TDF observe néanmoins actuellement des comportements déviants de certains opérateurs commerciaux par rapport aux processus censés être mis en œuvre. TDF estime qu'il n'est pas improbable que ces comportements perdurent et qu'ils puissent se matérialiser par l'envoi d'informations erronées ou de qualité insuffisante aux opérateurs d'infrastructure.

De plus, il est à noter que le CRI, s'il permettrait, sous condition d'être de qualité suffisante, de pallier certaines difficultés, ne permettrait pas de vérifier l'exactitude de la route optique empruntée, notamment au PM.

Ainsi, TDF considère qu'il est nécessaire de poursuivre les travaux menés sur le sujet afin de s'assurer que la transmission des informations par les opérateurs commerciaux aux opérateurs d'infrastructure permette effectivement de limiter les difficultés rencontrées.

Enfin, TDF informe l'ARCEP qu'elle envisage de développer un outil de classement, archivage et analyse systématique des photos qui lui sont transmises par les opérateurs commerciaux.

QUESTION 3

Les contrats STOC signés par TDF et les opérateurs commerciaux présents sur ses réseaux prévoient un délai de 30 jours ouvrés pour permettre aux opérateurs commerciaux d'intervenir et reprendre les défauts constatés.

TDF estime qu'il n'est pas nécessaire qu'un processus de reprise des malfaçons soit partagé entre opérateurs. En effet, lorsqu'une malfaçon est constatée suite à l'intervention de plusieurs opérateurs, TDF considère que c'est l'opérateur d'infrastructure qui devrait être en charge de la réalisation des travaux, en refacturant ensuite les surcoûts supportés aux opérateurs, selon un prorata restant à définir. Ce mode de fonctionnement permettrait de limiter les coûts de coordination et le degré de complexité de mise en œuvre des résolutions de malfaçons.



QUESTION 4

TDF observe que les pratiques actuellement largement partagées par les opérateurs commerciaux ou leurs sous-traitants, visant à forcer les portes des armoires de rue, ne permettent pas d'envisager raisonnablement de rajouter des éléments aux armoires de rue.

TDF préconise ainsi l'utilisation de la clé triangle, afin de limiter les surcoûts actuellement supportés par les opérateurs d'infrastructure.

QUESTION 5

TDF estime qu'il n'est pas pertinent de généraliser l'utilisation de cordons de longueurs différentes de celles déjà en vigueur, au regard du profil des entreprises effectuant les raccordements, qui nécessitent des opérations simples et standardisées.

TDF ne remet pas en question l'intérêt des nouveaux prototypes d'armoires qui lui ont été présentés dans le cadre des groupes de travail interopérateurs organisés par l'ARCEP. TDF estime néanmoins que des tests d'usage, sur des durées assez longues et permettant d'observer un nombre suffisant de *churn* sont nécessaires avant de pouvoir apporter des conclusions quant à leur pertinence.

Enfin, dans l'hypothèse où les opérateurs d'infrastructure seraient contraints de modifier les dispositifs de brassage pour les armoires à installer, et d'autant plus pour les armoires déjà installées, il serait primordial d'associer les propriétaires des réseaux à ces nouvelles orientations (i.e. les collectivités pour les zones d'initiative publique) dans la mesure où ces dispositions ne sont pas prévues dans les conventions actuelles. De telles orientations devraient en outre nécessairement donner lieu à une prise en charge financière de la part des collectivités. De telles dispositions nécessiteraient donc une analyse coûts/bénéfices sérieuse avant d'être mises en œuvre.

QUESTION 6

L'activité Fibre de TDF étant relativement récente, les STAS mises en œuvre pour chacun des territoires sur lesquels elle déploie des réseaux suivent les préconisations émises par Objectif Fibre. Les STAS de TDF sont ainsi à la fois harmonisées sur les différents territoires concernés et également alignées avec celles des OCEN présents sur ces territoires.

QUESTION 7

TDF estime que les ateliers organisés entre opérateurs ainsi que les études et expérimentations qui ont été lancées permettent de proposer des pistes d'amélioration de processus clés et qu'il est essentiel de poursuivre ces démarches.

Si les conditions techniques et organisationnelles des études et expérimentations proposées ont été discutées lors des différents ateliers, il est essentiel d'approfondir la faisabilité économique de tels projets, les modalités économiques de mise en œuvre et les modalités de financement n'ayant pas donné lieu, selon TDF, à des analyses et échanges suffisants.



QUESTIONS 8 et 9

Au regard de l'état actuel des protocoles mis en place, qui s'appuient sur des échanges de fichiers texte, TDF estime qu'il n'est techniquement pas possible d'échanger davantage d'informations. L'amélioration de la complétude ou de la fiabilité des données transmises nécessiterait de pouvoir échanger des informations davantage structurées, telles que par exemple des photos, des conventions d'immeuble ou encore des plans de situation.

QUESTION 10

TDF précise tout d'abord que les modalités de raccordement ont été définies comme des interventions sans ingénierie préalable. En conséquence, des circonstances dans lesquelles le raccordement devra se faire sans pose préalable de bandeau vert existeront toujours.

TDF souligne par ailleurs qu'Enedis octroie un délai de 8 jours pour réaliser une régularisation du raccordement.

Dans un souci d'efficacité, et dans l'hypothèse où le calcul de charge serait utile, TDF estime préférable qu'il soit réalisé par l'entité effectuant le raccordement, donc l'opérateur commercial lorsqu'il s'agit d'un mode STOC. TDF souligne néanmoins que la fibre est vouée à remplacer le cuivre et que le câble fibre est petit et léger. Les poteaux en bon état sont en mesure de supporter cette charge et la question de la pertinence du calcul de charge se pose réellement.

Enfin, TDF considère que les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée doivent être définies au cas par cas avec les opérateurs commerciaux concernés.

QUESTION 11

TDF ne dispose pas à l'heure actuelle de retours sur expérience particuliers concernant les modalités d'intervention sur les supports Enedis.

QUESTION 12

En cas d'échec au raccordement, l'opérateur commercial transmet à TDF les informations portant sur la cause de l'échec concerné, telle que définie dans le cadre des flux InterOp.

En outre, dans le cas d'un échec sur une infrastructure de génie-civil dans le domaine public appartenant à un tiers (Orange, Enedis...), l'opérateur commercial transmet à TDF par courriel la fiche de relevé des défauts définie par le propriétaire de l'infrastructure.

Enfin, TDF estime qu'il serait nécessaire que les opérateurs commerciaux transmettent aux opérateurs d'infrastructure les causes des échecs de raccordement en domaine privé.

QUESTION 13

TDF estime que, de manière générale, les clients finaux ont conscience des atouts qu'apportent la fibre et que sa commercialisation se déroule de manière efficace et positive. TDF observe néanmoins, pour rejoindre l'analyse faite par l'ARCEP, que certaines interventions ne se déroulent pas correctement, et ceci pour de multiples raisons. Notamment, des difficultés liées à l'absence d'infrastructure adaptée chez le client final sont souvent rencontrées.

Selon TDF, le manque d'information préalable des clients finaux sur les conditions de mise en œuvre du raccordement final (notamment la présence d'une infrastructure adaptée) peut être source de frustrations et d'insatisfaction de leur part et par conséquent, porter atteinte à la qualité perçue de la fibre de manière générale. La mise en place de campagnes de sensibilisation sur ces aspects pourrait permettre de limiter ces sources d'insatisfaction.

En outre, la mise en place de sortes de labels par des installateurs locaux, au préalable du raccordement final, et à l'initiative du client final, permettrait à ce dernier d'avoir pleine conscience de l'existence ou non d'une infrastructure adaptée au raccordement final à son domicile, voire d'obtenir un devis estimatif des travaux qu'il faudrait engager à ses frais le cas échéant.

Partie 2.3 Commentaires de TDF sur la meilleure connaissance de la référence de la PTO par l'utilisateur final pour fiabiliser et fluidifier les processus de commande

QUESTION 14A

TDF est en mesure de suivre correctement les situations de *churn* dans la mesure où les PTO sont prédéfinies dans ses référentiels. Ainsi, dans le cas d'une nouvelle commande sur une même adresse, les référentiels de TDF permettent de signaler la préexistence d'une PTO à ladite adresse.

En conséquence, TDF observe très peu de doubles raccordements et ceux-ci apparaissent essentiellement dans les quelques situations dans lesquelles le client final souhaite effectivement bénéficier d'une double PTO. TDF a été en mesure de mettre en place ce type de service, mais de manière très marginale, en supportant le coût des deux raccordements réalisés.

Cette prédéfinition des PTO dans les référentiels permet, selon TDF, de clarifier les commandes (demande de *churn* ou de double raccordement) et, en conséquence, le système de facturation associé. Elle permet à TDF d'être directement informée, le cas échéant, de son devoir de restitution de droits d'usage à un opérateur commercial.

QUESTION 14B

TDF estime nécessaire que la restitution des droits d'usage soit mise en œuvre de façon transparente et systématique en cas de *churn*. La prédéfinition des PTO dans les référentiels permet, selon TDF, de faciliter la mise en œuvre de ce mécanisme de restitution.



TDF souligne en outre que la restitution des droits d'usage aux opérateurs commerciaux doit être effectuée dans le cas d'un *churn*, mais aucunement dans le cas d'une résiliation de ligne par un client final. Dans cette dernière situation, la restitution aura lieu au moment où ledit client réalisera une nouvelle commande auprès d'un autre opérateur commercial. TDF demande ainsi à l'ARCEP de préciser le fait qu'une bonne mise en œuvre de la restitution des droits d'usage doit intervenir dans une situation de *churn* uniquement.

QUESTION 15B

TDF estime pertinent de faire de la PTO une référence commune à tous les opérateurs afin de faciliter les échanges d'informations et notamment les *churn*.

Comme indiqué en réponse à la question 14A ci-dessus, TDF exploite déjà cette information en prédéfinissant les PTO dans ses référentiels, ce qui lui permet d'avoir des indications sur les situations de *churn* et, le cas échéant, de commande de doubles raccordements.

3. Commentaires de TDF sur les coûts de la réalisation des raccordements finals « standards » en zone d'initiative privée (modèle technico-économique)

TDF tient à remercier l'ARCEP pour les travaux réalisés en vue d'estimer les coûts de réalisation des raccordements finals standards ainsi que pour sa volonté de partager les résultats de ces travaux avec l'ensemble des acteurs du secteur.

Les coûts de réalisation des raccordements finals constituent en effet un enjeu majeur pour l'ensemble des acteurs (opérateurs commerciaux, opérateurs d'infrastructure, collectivités et clients finaux) et leurs niveaux doivent, autant que possible, refléter la réalité du marché.

Dans cette optique, et pour les raisons qui seront détaillées en réponse aux questions posées par l'ARCEP dans son document de consultation, TDF considère que le modèle technico-économique présenté par l'ARCEP conduit à surestimer les coûts de réalisation d'un raccordement final standard.

TDF demande ainsi à l'ARCEP de bien vouloir prendre en considération les éléments apportés par TDF dans le présent document afin de s'assurer que les coûts de réalisation des raccordements finals en mode STOC servant de référence aux flux financiers échangés entre les opérateurs d'infrastructure et les opérateurs commerciaux soient réorientés *a minima* vers des niveaux de coûts de marché.

Partie 3.1 Commentaires de TDF sur la caractérisation des raccordements modélisés

QUESTION 16

Le champ TypePBO, qui précise la localisation du PBO, est un champ bien défini dans les IPE, sur lequel TDF s'appuie pour définir la typologie d'un raccordement final et établir sa facturation. Le champ TypeRaccoPBPTO, qui précise le type d'adduction au bâtiment, est un champ indicatif dans les IPE, dans la mesure où l'ingénierie préalable des raccordements n'est pas réalisée au stade du déploiement.

TDF observe que pour certains raccordements, le cheminement du câble peut être différent du critère retenu pour le type de PBO. C'est par exemple le cas pour des raccordements où le PBO est souterrain mais pour lesquels le raccordement nécessite un passage en aérien. Pour prendre en compte ce type de situation, la tarification retenue par typologie de raccordement intègre une part d'aléa sur la nature du cheminement extérieur du câble.

QUESTION 17

Le tableau ci-dessous renseigne d'une part les types de raccordement prévus dans les fichiers IPE en fonction du type de PBO et d'autre part, le type de PBO en fonction du type de raccordement prévu.

[CONFIDENTIEL]

Partie 3.2 Commentaires de TDF sur les principaux résultats

QUESTION 18

Comme indiqué en préambule de la présente section, TDF considère que les coûts moyens calculés par l'ARCEP sont surestimés, particulièrement pour les raccordements aériens.

Trois catégories d'observations, qui seront détaillées ci-dessous, conduisent TDF à une telle conclusion :

- (i) Certaines hypothèses retenues par l'ARCEP conduisent à une surestimation des coûts réellement supportés par les opérateurs commerciaux pour la construction des raccordements finals ;
 - (ii) Les tarifs prévus dans les contrats STOC signés entre TDF et les opérateurs commerciaux sont inférieurs aux coûts simulés par le modèle de l'ARCEP et la tendance actuelle du marché indique que les coûts de réalisation des raccordements finals sont en réalité inférieurs aux tarifs jusqu'ici pratiqués ;
 - (iii) Les tarifs en vigueur pour les raccordements en mode OI sont inférieurs aux coûts simulés par l'ARCEP dans son modèle et inférieurs aux tarifs pratiqués pour le mode STOC, alors même que les volumes concernés sont inférieurs à ceux réalisés en mode STOC.
- (i) Les hypothèses retenues dans le modèle de l'ARCEP conduisent à une surévaluation des coûts de raccordement final**

De manière générale, le modèle de l'ARCEP permet selon TDF, *modulo* quelques hypothèses à affiner (voir ci-dessous), de simuler les coûts liés à un raccordement final unitaire. Autrement dit, le modèle *bottom-up* présenté dans le document de consultation n'intègre pas l'optimisation des coûts rendue possible par l'industrialisation des processus et les volumes réalisés. Dans cette optique, un abattement d'environ 10% lié aux économies d'échelle réalisées au regard des volumes de raccordement effectués semblerait pertinent.

Dans la même optique, le modèle de l'ARCEP suppose l'absence de gains de productivité. Par exemple, dans le cas où deux techniciens interviennent pour effectuer un raccordement, aucun gain de temps de réalisation de l'intervention n'est réalisé. L'ARCEP suppose ainsi, à titre illustratif, qu'un technicien mettra 5 minutes à nettoyer et à réaliser les finitions et l'étiquetage, et que la présence de deux techniciens ne permet pas de réduire le temps consacré à cette tâche, deux techniciens étant alors facturés durant 5 minutes.

En outre, pour les raccordements en souterrain en particulier, TDF constate qu'il n'est pas utile de prévoir deux techniciens sur l'ensemble du temps de réalisation du raccordement final, dans la mesure où dans les faits, un technicien partage bien souvent son temps entre deux équipes d'intervention (ce qui devrait donc conduire à facturer 3 techniciens au lieu de 4 pour deux interventions en souterrain).

De la même manière, le modèle de l'ARCEP ne prend pas en compte l'utilisation de nacelles « tournantes » pour réaliser les raccordements aériens et en façade, une même nacelle étant, dans les faits, utilisée par plusieurs équipes réalisant les raccordements. De plus, pour certains



PBO, l'utilisation de nacelles n'est pas nécessaire dans la mesure où ces PBO sont positionnés à hauteur d'homme.

Enfin, TDF s'interroge sur les taux d'échec retenus par l'ARCEP dans son modèle. En effet, TDF considère qu'il n'est pas pertinent de prendre en compte les coûts liés aux échecs pour cause OC ou clients finaux. Seuls les échecs pour cause OI devraient être intégrés dans le modèle, les opérateurs d'infrastructure n'ayant pas à supporter les coûts liés aux échecs étant de la responsabilité des opérateurs commerciaux.

(ii) Les tarifs de marché des contrats STOC sont bien inférieurs aux coûts estimés par l'ARCEP

TDF constate que les tarifs en vigueur dans les contrats STOC qu'elle a signé avec les OCEN sont proches de ceux simulés par le modèle de l'ARCEP, à l'exception des raccordements aériens, pour lesquels les tarifs des contrats STOC sont inférieurs d'environ [CONFIDENTIEL]% aux coûts présentés dans le document de consultation (en prenant en compte les charges indirectes présentées par l'ARCEP dans la suite du document de consultation).

TDF précise qu'une veille des tarifs publiés par d'autres opérateurs d'infrastructure laisse apparaître que certains opérateurs commerciaux proposent aux autres opérateurs d'infrastructure des tarifs inférieurs de [CONFIDENTIEL]% à [CONFIDENTIEL]% aux tarifs proposés à TDF selon les typologies de raccordement.

De plus, TDF observe des pratiques très disparates entre les opérateurs commerciaux, comme en atteste la grille tarifaire récemment négociée avec [CONFIDENTIEL], qui n'est pas prise en compte dans le tarif discuté ci-dessus, mais qui est détaillée dans le tableau proposé par TDF à la fin de ses commentaires sur cette question 18. Les tarifs actuellement proposés par cet opérateur sur le marché sont ainsi inférieurs de [CONFIDENTIEL]% à [CONFIDENTIEL]% pour le territoire des Yvelines par rapport aux coûts totaux simulés par l'ARCEP, et inférieurs de [CONFIDENTIEL]% à [CONFIDENTIEL]% pour les RIP.

Il est à noter que ces tarifs étaient déjà proposés sur le marché à d'autres opérateurs d'infrastructure avant d'être proposés à TDF. La grille tarifaire proposée par [CONFIDENTIEL] est transmise à l'ARCEP en complément de la présente contribution de TDF à la consultation publique.

Cette « nouvelle » grille tarifaire laisse à penser que les tarifs pratiqués jusqu'à maintenant pour la réalisation des raccordements finals en mode STOC ont été largement surestimés et qu'en conséquence, les tarifs simulés par l'ARCEP le sont également.

(iii) Les tarifs des raccordements en mode OI sont également inférieurs aux résultats du modèle de l'ARCEP

TDF constate que les coûts supportés pour la réalisation des raccordements en mode OI sont inférieurs aux tarifs pratiqués actuellement en mode STOC, alors même que les volumes réalisés en mode STOC sont largement supérieurs à ceux réalisés en mode OI.



TDF constate également que les coûts supportés en mode OI sont inférieurs aux coûts simulés par le modèle de l'ARCEP, comme en atteste le tableau proposé ci-dessous par TDF.

Ce constat laisse encore une fois à penser que les coûts du mode STOC sont surévalués.

Le tableau suivant résume les éléments chiffrés discutés ci-dessus et viennent appuyer les affirmations de TDF.

[CONFIDENTIEL]

TDF estime enfin que les coûts indirects pris en compte par l'ARCEP dans la suite du document de consultation sont largement surestimés, pour les raisons détaillées en réponse aux questions 19A et 19B ci-dessous.

Partie 3.3 Commentaires de TDF sur les charges supportées dans le cadre de la réalisation du raccordement final

QUESTIONS 19A et 19B

TDF considère que les montants des charges indirectes renseignés par l'ARCEP sont largement surévalués dans le cas d'une réalisation d'un raccordement final en mode STOC, si l'Autorité suppose que ces charges sont supportées par les opérateurs commerciaux.

D'après les estimations de l'ARCEP, ces charges indirectes représenteraient entre 17% et 23% du total des coûts moyens par typologie et environ 19% du coût moyen pondérée selon la répartition des raccordements par typologie présentée par l'ARCEP dans la suite du document de consultation.

Or, la grande majorité des coûts indirects listés par l'ARCEP dans son document de consultation sont supportés par les opérateurs d'infrastructure lors de la réalisation des raccordements finals en mode STOC. C'est pourquoi il n'est pas pertinent de les prendre en compte dans le calcul des coûts supportés par les opérateurs commerciaux pour la construction des raccordements finals en mode STOC. Il s'agit par exemple des coûts liés au support à la réalisation des raccordements (hotline), à la mise à jour des SI en cas de reprovisionnement, au contrôle des interventions, ou encore à l'analyse des CRI et CR STOC.

En conclusion, TDF ne remet pas en cause l'existence de charges indirectes qui pourraient être supportées par les opérateurs commerciaux pour la réalisation des raccordements finaux. Néanmoins, il convient d'affiner les montants qui seraient retenus dans le calcul des coûts de raccordement afin de ne pas facturer aux opérateurs d'infrastructure des charges indirectes qui seraient, dans les faits, déjà supportées par eux.

Partie 3.4 Commentaires de TDF sur l'évolution des coûts

QUESTION 20

TDF n'est pas en mesure de répondre précisément à la question de l'ARCEP portant sur les évolutions potentielles des coûts de réalisation des raccordements finals.

D'une part, l'accroissement des volumes de raccordement devrait permettre la réalisation d'économies d'échelle tendant à faire baisser les coûts de réalisation des raccordements finals. De plus, les tarifs proposés sur le marché par un opérateur commercial laissent à penser que ces coûts ont été jusqu'à présent surévalués, comme indiqué par TDF en réponse à la question 18 du document de consultation.

D'autre part, on peut s'attendre à une augmentation du coût de la main d'œuvre du fait de l'exigence de qualité accrue.

4. Commentaires de TDF sur les raccordements finals hors cas « standards »

TDF remercie tout d'abord l'ARCEP de partager ses préoccupations quant aux difficultés spécifiquement rencontrées dans la réalisation de certains raccordements dit « non standards ».

Comme TDF aura l'occasion de le préciser dans ses réponses aux questions du document de consultation, elle considère que les raccordements non standards recouvrent différentes réalités opérationnelles et que des traitements différenciés de ces différents raccordements devraient ainsi être privilégiés.

En outre, la prise en compte de la spécificité de certains raccordements, du fait de leur longueur et/ou de leur complexité, dans leur réalisation et leur tarification, est indispensable au bon déroulement des déploiements et permettrait, selon les modalités qui seraient retenues, de s'orienter vers un rééquilibrage des relations entre opérateurs, les opérateurs d'infrastructure supportant, à l'heure actuelle, l'ensemble des risques et surcoûts liés à ces raccordements.

Partie 4.1 Commentaires de TDF sur les raccordements finals « entreprise »

QUESTION 21

Les situations exceptionnelles, ou, autrement dit très spécifiques, telles que le multi-accès, ne sont pas traitées *a priori* par TDF. Les rares cas que TDF a pu rencontrer ont été traités en doublant le raccordement et les frais d'accès au service.

QUESTION 22

L'ensemble des offres FttH qui s'appuient sur le réseau grand public, y compris les offres avec qualité de service renforcée, comprennent une prestation de raccordement standard, avec des limitations sur le cheminement en zone privée.

Les offres de type FttE sont associées à des prestations de raccordement plus abouties, qui nécessitent des visites techniques préalables et qui engendrent, par conséquent, des coûts supplémentaires.

QUESTION 23

Les raccordements finals d'entreprise, de type FttE, se caractérisent par des coûts spécifiques significatifs du fait de leurs caractéristiques techniques (BLOD sur BLOM) et des exigences supérieures de qualité de service attendues par les clients de ces offres (en termes notamment de garanties de temps de rétablissement). En outre, ces raccordements se caractérisent par une plus grande complexité de réalisation de la desserte interne, dans la mesure où la pose d'un tiroir optique en baie est réalisée.



Les coûts spécifiques liés à ces raccordements sont liés par exemple à un forfait d'achat du raccordement FttE de [CONFIDENTIEL] € (comprenant la pose du bandeau) et un forfait de visite technique de [CONFIDENTIEL] €.

Partie 4.2 Commentaires de TDF sur les raccordements « longs »

QUESTION 24

Les contrats STOC signés entre TDF et les opérateurs commerciaux disposent que les raccordements standards sont ceux ayant une longueur inférieure à 150 mètres. Au-delà de cette longueur, les raccordements sont considérés comme étant des raccordements longs.

Néanmoins, la réalité opérationnelle mène à des situations dans lesquelles cette distance est dépassée. Pour gérer au mieux les raccordements finals, TDF met tout en œuvre pour que, dès lors que les contraintes opérationnelles le permettent, ces raccordements soient traités comme des raccordements standards.

Des contraintes opérationnelles spécifiques apparaissent, selon TDF, dès lors que la longueur du raccordement dépasse 500 mètres, ce qui correspond à la longueur des tourets standards utilisés pour les raccordements. Ainsi, au-delà de 500 mètres, les raccordements sont considérés comme étant « très longs » et ils ne peuvent plus être traités comme des raccordements standards.

Ainsi, dès lors que la longueur du raccordement ne dépasse pas 500 mètres et que le raccordement n'est pas considéré comme étant complexe, c'est-à-dire qu'il est possible d'utiliser le matériel « classique » prévu *a priori* par les raccordeurs et que des compétences spécifiques de ces derniers ne sont pas requises, TDF estime que le raccordement devrait être considéré comme étant un raccordement standard.

En conséquence, TDF considère qu'elle ne devrait pas supporter de surcoûts pour la réalisation en mode STOC des raccordements compris entre 150 et 500 mètres, dans la mesure où, au regard des faibles volumes concernés, les éventuels légers surcoûts de construction de ces raccordements seraient compensés par la masse de raccordements standards qui s'avèrent très courts. Ces éventuels surcoûts devraient donc rentrer dans le prix moyen du raccordement standard tel que discuté en réponse à la question 18 du document de consultation.

En l'absence de ces conditions cumulées, TDF estime que les raccordements deviennent très longs et/ou complexes et qu'ils devraient être réalisés en mode OI.

QUESTION 25

La mission Très Haut Débit travaille à une définition des raccordements longs et des raccordements complexes. TDF estime que l'ensemble des acteurs pourra utilement se référer aux travaux du Ministère sur cette question des définitions.



QUESTION 26

Comme indiqué en réponse à la question 24 du document de consultation, TDF estime que les raccordements très longs, c'est-à-dire ceux dont la longueur dépasse 500 mètres, devraient être réalisés par les opérateurs d'infrastructure en mode OI.

Selon TDF, le nombre d'infrastructures à solliciter pour réaliser le raccordement n'est pas un critère de complexité, dans la mesure où ces infrastructures peuvent être « standards », leur sollicitation ne nécessitant pas de matériels ou de compétences particulières.

La pratique opérationnelle de gestion des raccordements longs mise en œuvre par TDF n'empêche en aucune manière les sous-traitants de réaliser les raccordements finals. Pour les raccordements très longs néanmoins, TDF rappelle qu'elle souhaite privilégier le mode OI. Dans cette optique, le raccordement à la demande n'est pas nécessaire.

Cette pratique opérationnelle ne limite en aucune façon l'accès au marché des OCEN ni l'accès à l'internet très haut débit des citoyens.

QUESTION 27

Comme indiqué précédemment, les raccordements un peu plus longs que ceux pouvant être considérés comme étant standards devraient être traités de la même manière que les raccordements standards.

Par ailleurs, comme indiqué en réponses aux questions 24 et 26 du document de consultation, la réalisation des raccordements très longs et/ou complexes, dont les volumes ont été non significatifs jusqu'à présent, devrait être faite en mode OI.

QUESTION 28

TDF estime que le mécanisme de tarification des raccordements sur devis est trop complexe à mettre en œuvre et crée un manque de prévisibilité pour les acteurs, notamment s'il est amené à être mis en place pour l'ensemble des raccordements longs, y compris ceux dont la longueur s'éloigne de peu de la longueur considérée comme étant standard.

QUESTION 29

Les trois situations décrites par l'ARCEP, visant à établir des modalités tarifaires permettant de limiter, voire de lever les obstacles observés à la réalisation des raccordements longs, appellent les commentaires suivants de la part de TDF.

TDF souligne en préambule, comme elle l'a précisé dans ses commentaires précédents, qu'elle considère pertinent de traiter autant que possible les raccordements longs comme des raccordements standards. Pour les raccordements très longs en revanche, pour les raisons indiquées précédemment, TDF considère qu'ils devraient être réalisés en mode OI.



Si toutefois TDF était contrainte d'accepter que la réalisation des raccordements très longs soit menée en mode STOC, les commentaires suivants s'appliqueraient.

TDF comprend que, dans la première situation décrite par l'ARCEP (situation a), l'opérateur commercial serait amené à supporter les surcoûts du raccordement non standard, ceux-ci étant entièrement refacturés par l'opérateur d'infrastructure à l'opérateur commercial via le tarif d'usage. TDF suppose qu'en cas de *churn*, la restitution des droits de suite pour ces raccordements non standards se fera sur la base de ce tarif d'usage spécifique.

Dans les deux autres situations décrites par l'ARCEP (situations b et c), les modalités envisagées consistent à établir une péréquation des tarifs appliqués par les opérateurs d'infrastructure pour prendre en compte les surcoûts liés aux raccordements non standards, soit en augmentant les tarifs d'usage des raccordements standards, soit en augmentant les tarifs d'accès au segment PM-PBO.

TDF est favorable à la première situation décrite par l'ARCEP pour plusieurs raisons.

En premier lieu, TDF estime que le rapport de force s'exerçant sur le marché créé un déséquilibre en défaveur des opérateurs d'infrastructure non-intégrés et qu'une telle modalité permettrait de s'orienter vers un rééquilibrage de la relation entre opérateurs. TDF considère notamment, comme indiqué en réponse à la question 18 du document de consultation, que les coûts des raccordements facturés par les opérateurs commerciaux aux opérateurs d'infrastructure ont été jusqu'ici largement surestimés.

De plus, les situations b et c décrites par l'ARCEP supposent que la proportion de raccordements non standards est prévisible sur un territoire donné, ce qui n'est pas le cas. Au regard du déséquilibre des rapports de force mentionné ci-avant, TDF doute du fait que le ou les mix (c'est-à-dire la proportion de raccordements non standards par rapport aux raccordements standards) qui seraient retenus pour déterminer les péréquations envisagées seraient équitables et pense au contraire qu'ils feraient porter davantage de risques financiers aux opérateurs d'infrastructure. En outre, cette proportion de raccordements non standards est très variable d'un territoire à un autre.

Partie 4.3 Commentaires de TDF sur les raccordements dits « complexes »

QUESTION 30

- (i) Sur les difficultés techniques liées aux raccordements complexes en domaine public

TDF mène des études sur la segmentation et la définition des raccordements complexes. TDF souligne à cet égard qu'elle manque de visibilité sur l'occurrence de ces raccordements complexes, dans la mesure où les opérateurs commerciaux peuvent annuler des commandes, sans que l'opérateur d'infrastructure ne sache si cela provient de la présence d'un raccordement complexe ou s'il s'agit d'une difficulté toute autre.

Ces travaux viendront notamment nourrir ceux également menés par l'ANCT sur la définition des raccordements complexes qui seront intégrés dans la mise en œuvre de la politique publique d'aménagement du territoire dite Plan France Très Haut Débit.

De manière générale, TDF identifie deux principales catégories de raccordements pouvant *a priori* être considérés comme étant complexes.

D'une part, TDF observe des situations dans lesquelles l'infrastructure existante est endommagée. Dans ces situations, TDF estime que le propriétaire est responsable de l'état de son infrastructure et qu'il doit prendre en charge sa remise en état, les autres opérateurs lui payant un droit d'accès à cette infrastructure.

D'autre part, il existe également des situations dans lesquelles l'infrastructure est inexistante (câbles enterrés ou nouvelles constructions par exemple). Dans le cas de nouvelles constructions, TDF estime qu'il s'agit d'une situation d'accès universel. Dans le cas des câbles enterrés, il s'agit de difficultés liées au déploiement historique du réseau cuivre. TDF estime qu'il faudrait réfléchir à un nouveau mécanisme permettant de financer la construction du génie-civil dans ces situations.

- (ii) Sur la responsabilité des opérateurs d'infrastructure quant à la disponibilité des infrastructures en domaine public

L'ARCEP rappelle dans son document de consultation que l'opérateur d'infrastructure est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil sur le domaine public entrant dans la réalisation du raccordement final.

TDF souligne que l'opérateur d'infrastructure est effectivement responsable dans la mesure où son droit de propriété est inaliénable et qu'il bénéficie de la jouissance du réseau. Néanmoins, l'opérateur d'infrastructure est, dans certaines situations, empêché par des tiers propriétaires (Collectivité, Orange, Enedis) et TDF estime que l'Autorité se doit de le prendre en compte dans ses réflexions.

- (iii) Sur les interventions pouvant être menées par les opérateurs commerciaux sur le domaine public



Selon TDF, l'opérateur commercial est en mesure de réaliser toutes les opérations qui ne nécessitent pas d'autorisations particulières de la part du propriétaire de l'infrastructure, telles que, par exemple, les opérations de débouchage des fourreaux.

- (iv) Sur le niveau de complexité des interventions pouvant être menées par les opérateurs commerciaux

TDF considère que de nombreuses interventions peuvent être réalisées en mode STOC, sous réserve que les tarifs soient convenus au préalable avec l'opérateur d'infrastructure, et que l'occurrence d'interventions qui s'avèreraient trop complexes demeure limitée. Comme indiqué précédemment, TDF estime qu'une intervention s'avère complexe dès lors qu'elle nécessite du matériel et des compétences spécifiques.

- (v) Sur l'intervention des opérateurs d'infrastructure dans la réalisation des raccordements complexes

Comme indiqué précédemment, TDF estime que les raccordements complexes (ainsi que les raccordements très longs) devraient être réalisés par les opérateurs d'infrastructure, au regard des difficultés observés pour ces raccordements lorsqu'ils sont réalisés en mode STOC. En conséquence, une reprise en main de l'intervention et de l'ensemble du raccordement par l'opérateur d'infrastructure est nécessaire lorsqu'une intervention s'avère complexe afin de limiter la multiplicité des acteurs et les surcoûts associés.

QUESTION 31

TDF a, pour le moment, rencontré peu de situations de raccordements finals complexes. Les cas rencontrés proviennent essentiellement de l'absence d'infrastructure de génie-civil.

Dans ces situations, TDF a construit l'infrastructure manquante et l'a prise en charge financièrement, sans qu'elle ne puisse refacturer ces surcoûts aux opérateurs commerciaux. C'est donc TDF qui supporte actuellement seule les risques et surcoûts relatifs aux raccordements complexes, ce qui n'est pas acceptable.

QUESTION 32

Comme indiqué en réponse à la question 29, TDF n'est pas favorable à la mise en place d'une modalité tarifaire visant à reporter les surcoûts liés aux raccordements non standards sur la masse de coûts PM-PBO. Plus particulièrement, dans le cas des raccordements très longs et/ou complexes, TDF estime nécessaire que ceux-ci soient réalisés en mode OI.

Dans le cas d'une réalisation en mode STOC de ces raccordements, TDF estime nécessaire de retenir la situation a) décrite par l'ARCEP à la question 29, à savoir l'application d'un tarif d'usage spécifique pour ces raccordements.

QUESTION 33

- (i) Sur les difficultés techniques rencontrées en domaine privé

Les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé sont liées à l'absence d'infrastructure adaptée lors de la réalisation du raccordement final de pavillons. Dans cette situation, c'est le propriétaire, client final, qui prend en charge financièrement la création de l'infrastructure nécessaire au raccordement.

Viennent ensuite des situations dans lesquelles des cheminements très longs sont nécessaires dans des propriétés vastes, en enfin, de façon plus exceptionnelle, des passages complexes dans l'habitation.

- (ii) Sur la contribution financière des acteurs aux raccordements complexes liés à des difficultés sur le domaine privé

TDF considère que les coûts engendrés par ces raccordements doivent être supportés par le client final, comme une part du coût de construction de son habitation.

- (iii) Sur la responsabilité des différents acteurs

TDF indique que le cahier des charges technique de l'intervention est fourni par l'opérateur d'infrastructure à l'opérateur commercial. Un cahier des charges technique est par ailleurs fourni par l'opérateur commercial au client final. Le client final a la responsabilité de remise à niveau des infrastructures sur sa propriété et de la disponibilité de celle-ci.

5. Commentaires de TDF sur les pratiques tarifaires

TDF remercie l'ARCEP de mettre en exergue les pratiques actuelles de certains opérateurs commerciaux qui mènent à une décorrélation des tarifs d'usage et des coûts de sous-traitance du fait d'une surestimation des coûts de sous-traitance.

Comme TDF le précisera en réponse aux questions du document de consultation, la mise en œuvre d'une grille de sous-traitance unique, pour l'ensemble des acteurs, permettrait de s'orienter vers un rééquilibrage des relations entre les opérateurs d'infrastructure non-intégrés et les opérateurs commerciaux en limitant les opportunités de surestimation de ces coûts.

Il serait néanmoins nécessaire de s'assurer que la grille qui serait retenue s'appuie effectivement sur les coûts de marché de réalisation d'un raccordement final. Il serait par ailleurs utile de préciser les modalités contractuelles qui pourraient être envisagées au regard de cadre contractuel préexistant.

Partie 5.1 Commentaires de TDF sur le mode « STOC »

QUESTION 34

En tant qu'opérateur d'infrastructure, TDF a produit [CONFIDENTIEL] raccordements finals à fin 2020, dont [CONFIDENTIEL]% en mode STOC. Le tableau ci-dessous détaille les volumes de raccordements effectués en mode OI et en mode STOC par territoire. Il est néanmoins à souligner que ces indicateurs sont en cours de fiabilisation.

[CONFIDENTIEL]

QUESTION 35

Lorsque l'opérateur commercial en charge de la réalisation d'un raccordement en mode STOC a terminé la construction d'un raccordement, il transmet un CR STOC à l'opérateur d'infrastructure, ce qui permet de déclencher la facturation par l'OCEN à l'OI de la construction.

En parallèle, l'opérateur d'infrastructure transmet à l'opérateur commercial un CR MAD, qui déclenche la facturation du contrat d'accès. TDF refacture donc à ce moment un accès en location ou un raccordement en IRU (sur sa valeur résiduelle le cas échéant).

En cas de *churn*, les droits de suite sont restitués à l'opérateur commercial le cas échéant.

Les échanges financiers entre OI/OC ont donc effectivement lieu au fur et à mesure de la réalisation des raccordements et des *churn*.

Partie 5.2 Commentaires de TDF sur la problématique de l'hétérogénéité des tarifs de sous-traitance (flux n° 2) pour différents opérateurs commerciaux chez un même opérateur d'infrastructure

QUESTION 36

Les grilles de sous-traitance signées entre TDF et les opérateurs commerciaux sont transmises à l'ARCEP en parallèle de la présente réponse à la consultation publique.

TDF précise qu'elle avait, jusqu'à maintenant, une unique grille de sous-traitance pour l'ensemble des territoires opérés en zones d'initiative publique. Néanmoins, la signature récente d'un contrat avec un opérateur modifie cette situation. TDF souhaite ainsi que les autres opérateurs commerciaux partagent la même grille de sous-traitance, qui reflète, selon TDF le niveau de coût de marché de réalisation d'un raccordement final.

En effet, TDF estime qu'il n'y a aucune raison d'acheter à un sous-traitant une prestation identique à celle d'un autre sous-traitant à des tarifs différents. Cela signifierait que les marges que les opérateurs commerciaux conservent sur la construction d'un raccordement seraient extrêmement variables d'un opérateur à l'autre, ce qui, *in fine*, pourrait créer une distorsion de concurrence sur le marché aval et remettre en cause le principe d'équité pour les clients finals. En outre, dans les zones d'initiative publique, une surestimation des coûts du raccordement final par certains opérateurs commerciaux viendrait accroître les coûts supportés par l'opérateur d'infrastructure, sans que le tarif d'usage ne compense nécessairement ces surcoûts. L'opérateur d'infrastructure devrait alors supporter ces surcoûts seul, ou faire appel aux collectivités afin d'accroître le niveau des subventions accordées.

En outre, TDF estime qu'il n'y a pas non plus de raison qu'un opérateur commercial réalise une prestation identique pour différents opérateurs d'infrastructure à des tarifs différents. Ceci est d'autant plus vrai que les opérateurs d'infrastructure n'ont pas d'autres choix que de lui confier la réalisation de ladite prestation.

Selon TDF, une grille de sous-traitance unique devrait donc exister sur le marché, pour l'ensemble des opérateurs commerciaux et l'ensemble des opérateurs d'infrastructure. Cette grille devrait refléter les coûts de marché tels que discutés en réponse à la question 18 du document de consultation.

QUESTION 37

TDF partage entièrement l'analyse de l'Autorité sur les risques liés à une décorrélation des tarifs d'usage et des coûts de sous-traitance et, autrement dit, sur le risque de surestimation des coûts de réalisation des raccordements finals qu'elle estime réel, comme indiqué en réponse à la question 18 du document de consultation.



Comme précisé en réponse à la question 36, TDF considère qu'une telle décorrélation, qui peut se matérialiser par la présence de plusieurs grilles de sous-traitance notamment, créerait également un risque de distorsion de concurrence sur le marché aval ainsi qu'un potentiel problème d'aide d'Etat pour les opérateurs commerciaux qui tarifierait au-dessus de leurs coûts en zone d'initiative publique.

TDF rappelle en conséquence qu'elle estime pertinent qu'une grille unique de sous-traitance soit établie pour l'ensemble du marché afin que les opérateurs commerciaux ne facturent pas une même prestation à des tarifs différents aux opérateurs d'infrastructure. Cette grille devrait refléter les coûts de marché tels que discutés en réponse à la question 18 du document de consultation.

QUESTION 38

Pour toutes les raisons déjà évoquées précédemment, TDF est favorable à la mise en œuvre d'une grille de sous-traitance OI-OC unique. Une telle grille, si elle se référait aux prix du marché actuellement révélés, permettrait de limiter les surestimations du coût des raccordements finals, de ne pas biaiser la concurrence sur le marché aval et de ne pas risquer de biaiser l'allocation des subventions versées par les collectivités dans le cas des zones d'initiative publique.

TDF rappelle que cette grille unique devrait, selon elle, s'appliquer à tout le marché, et qu'en conséquence, un opérateur commercial ne devrait pas facturer une même prestation à des tarifs différents aux opérateurs d'infrastructure.

Partie 5.3 Commentaires de TDF sur la question d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique pour réaliser l'intégralité des raccordements finals

QUESTION 39

Un tarif d'usage forfaitaire unique permettrait la mise en œuvre d'une péréquation tarifaire entre les raccordements de différentes typologies, et ainsi une plus grande équité vis-à-vis des clients finals, ce que TDF ne peut qu'approuver.

Néanmoins, une telle péréquation ne serait viable qu'à la condition que la distribution des raccordements par typologie qui serait choisie pour calculer le tarif moyen pondéré soit suffisamment réaliste, voire révisable.

En effet, TDF observe que, dans les zones d'initiative publique dans lesquelles elle opère, les hypothèses de répartition des raccordements par typologie ne correspondent pas à la réalité, menant à des pertes sèches supportées par TDF (la subvention ne couvrant pas totalement les coûts réellement supportés par TDF). L'intérêt pour l'opérateur d'infrastructure d'avoir un tarif d'usage par typologie de raccordement réside donc notamment dans le fait de pouvoir limiter le risque lié aux aléas observés quant aux typologies des différents territoires.



En outre, pour le territoire de Yvelines, seul territoire opéré par TDF qui n'est pas considéré comme une zone d'initiative publique, la répartition des raccordements par typologie à fin 2020 s'avère très proche de celle observée dans les zones d'initiative publique et donc, très éloignée de la répartition proposée par l'ARCEP dans son document de consultation pour les zones d'initiative privée. Ainsi, TDF s'interroge sur la manière dont l'ARCEP envisage la détermination d'un tarif d'usage forfaitaire.



6. Commentaires de TDF sur les spécificités de la zone d'initiative publique

De manière générale, les commentaires émis précédemment par TDF s'appliquent également aux zones d'initiative publique, notamment concernant les tarifs de sous-traitance et la gestion des raccordements non standards.

Pour ces territoires en particulier, il est nécessaire que l'ARCEP prenne en considération l'équilibre économique qui a été construit entre les différents acteurs et qu'elle précise les conséquences de ses potentielles futures décisions sur celui-ci.

Partie 6.2 Commentaires de TDF sur une nouvelle référence tarifaire en zone d'initiative publique

QUESTION 40

TDF n'identifie pas les raisons pouvant justifier la prise en compte du coût maximal qu'un opérateur supporte pour la réalisation d'un raccordement final comme référence tarifaire pour l'ensemble des raccordements.

Les coûts des raccordements par typologie sont déjà surévalués, comme TDF l'a souligné en réponse à la question 18 du document de consultation, et surtout ceux pour la typologie des raccordement aériens. Utiliser les coûts de cette catégorie de raccordement comme référence de tarification de sous-traitance conduirait à une décorrélation totale entre les tarifs et les coûts, ce qui n'est pas pertinent, comme l'ARCEP l'indique elle-même dans son document de consultation.

Concernant les surcoûts liés aux raccordements longs, TDF estime que, s'ils respectent certaines conditions précisées en réponse à la question 24 du document de consultation, ces raccordements devraient être traités comme des raccordements standards.

Pour les raccordements très longs et/ou complexes, TDF est favorable à leur réalisation en mode OI. Dans le cas où le mode STOC serait imposé pour ces raccordements, TDF estiment qu'un tarif distinct devrait être appliqué, afin de cesser de faire porter aux opérateurs d'infrastructure l'ensemble des risques et des surcoûts liés à ces raccordements, comme indiqué en réponse à la question 29 du document de consultation.

QUESTION 41 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

TDF rappelle que la distribution des raccordements finals présentés par l'ARCEP pour la zone moins dense d'initiative privée s'éloigne très fortement des distributions observées sur les territoires opérés par TDF, qu'ils soient considérés ou non comme des zones d'initiative publique.

Le graphique ci-dessous présente la répartition des raccordements réalisés à fin 2020 par typologie dans les 4 territoires sur lesquels TDF opère.

[CONFIDENTIEL]

L'application d'une telle distribution des raccordements finals aux coûts par typologie simulés ou estimés par l'ARCEP conduirait à un coût moyen pondéré du raccordement de 311 euros, qui, d'après la compréhension de TDF, servirait de nouvelle référence en matière de tarif d'usage appliqué dans les zones d'initiative publique.

En préambule, TDF remarque que si on retient les coûts présentés par l'ARCEP et qu'on les applique à la distribution observée à fin 2020 sur le territoire des Yvelines, qui n'est pas considéré comme une zone d'initiative publique, le coût moyen pondéré du raccordement serait en réalité de près de [CONFIDENTIEL] euros, sans qu'aucune subvention ne vienne compenser cet écart. TDF souhaite donc obtenir des précisions sur la manière dont l'ARCEP entend éventuellement utiliser cette distribution des raccordements pour les zones moins denses d'initiative privée.

D'autre part, pour les zones d'initiative publique sur lesquelles TDF opère, le même exercice conduirait à des coûts effectivement supportés par TDF de [CONFIDENTIEL] euros en moyenne. Ainsi, TDF comprend que, dans la logique retenue par l'ARCEP, l'écart entre le coût effectivement supporté par l'opérateur d'infrastructure en zone d'initiative publique et le tarif d'usage de 311 euros serait comblé par les subventions accordées aux opérateurs d'infrastructure. Dans cette optique, TDF souhaite simplement que l'ARCEP prenne la mesure de ses potentielles décisions en la matière puisque qu'une telle orientation mènerait les opérateurs d'infrastructure et les collectivités à revoir l'ensemble de leurs contrats de délégation de service public.

QUESTION 42

Selon TDF, la seconde composante décrite par l'ARCEP, qui réside dans la différence potentielle entre le tarif de construction (flux 1) et le tarif de sous-traitance (flux 2) ne saurait mener à une situation dans laquelle l'opérateur commercial devient contributeur net lors de la construction d'un raccordement final en mode STOC. Bien au contraire, selon TDF, le flux 2 est actuellement supérieur au flux 1, l'opérateur d'infrastructure contribuant, malgré lui, à faire bénéficier les opérateurs commerciaux de marges indues dans un contexte où des subventions sont accordées par les collectivités.

Dans l'hypothèse où, à l'avenir, un opérateur commercial se trouverait en situation d'être contributeur net, il n'aurait aucun intérêt à réaliser les raccordements en mode STOC et, en



conséquence, il privilégierait la réalisation du raccordement en mode OI, celui-ci devenant plus favorable.

Partie 6.3 Commentaires de TDF sur le mode « STOC »

En préambule, TDF souhaite souligner qu'elle partage entièrement les craintes émises par l'ARCEP dans son document de consultation, du fait d'une relation déséquilibrée entre les opérateurs commerciaux et les opérateurs d'infrastructure non-intégrés, menant à une situation dans laquelle les opérateurs commerciaux surestiment les coûts de sous-traitance des raccordements finals réalisés en mode STOC.

Un rééquilibrage des relations entre opérateurs doit nécessairement commencer par la mise en place d'obligations pour les opérateurs commerciaux d'orienter leurs tarifs vers des coûts efficaces, ou tout du moins vers les coûts qu'ils supportent effectivement.

QUESTION 43

Les flux financiers échangés entre TDF et les opérateurs commerciaux dans les zones d'initiative publique sont les mêmes que ceux décrits en réponse à la question 35 du document de consultation.

Il est à noter que, dans le cas des zones d'initiative publique, les subventions accordées à TDF, en tant qu'opérateur d'infrastructure, lui permettent de proposer aux opérateurs commerciaux un tarif d'usage (flux 3) inférieur aux coûts de sous-traitance (flux 2). C'est donc au travers de ce mécanisme que la subvention intervient, sans qu'aucune partie de celle-ci ne soit reversée par ailleurs aux opérateurs commerciaux.

QUESTION 44

TDF dispose à ce jour d'une grille de sous-traitance OI-OC (flux 2) unique pour les territoires en zones d'initiative publique sur lesquels elle opère et propose un tarif d'usage (flux 3) forfaitaire unique. Pour les raisons évoquées précédemment, TDF estime en effet vertueux l'application d'une grille tarifaire unique pour l'ensemble des opérateurs commerciaux. De manière générale, les arguments développés par TDF dans ses réponses aux questions relatives aux coûts et tarifs des raccordements finals en zones d'initiative privée sont également valables pour les zones d'initiative publique.

TDF rappelle ici qu'elle a signé récemment un contrat avec un opérateur commercial proposant une nouvelle grille de sous-traitance qui s'éloigne significativement de la grille en vigueur avec les autres opérateurs commerciaux. En conséquence, des discussions sont en cours afin de généraliser cette grille auprès de l'ensemble des opérateurs commerciaux présents sur les territoires opérés par TDF en zones d'initiative publique.



Partie 6.4 Commentaires de TDF sur les récentes évolutions dans la tarification des raccordements finals en zone RIP

QUESTION 45

TDF considère que seuls les opérateurs d'infrastructure intégrés pourraient avoir intérêt à une telle surestimation des tarifs relatifs aux raccordements finals en mode STOC. Pour un opérateur d'infrastructure non-intégré, les tarifs doivent refléter la réalité du marché.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.

SIREN 342 404 399 RCS Nanterre

Siège Social

155 Bis, Avenue Pierre Brossolette

92120 Montrouge

France

Tel : 33(0)1 55 95 10 00